

CURRICULUM VITAE

Pierre-Yves GAHDOUN

Né le 28 février 1976 à Saint Martin d'Hères (Isère)
Professeur des Universités, Université de Montpellier

Directeur du Master 2 Droit public, Université de Montpellier.
Membre du conseil scientifique de l'Association française des constitutionnalistes.
Membre élu du Conseil National des Universités.
Membre du CERCOP.

1/ SYNTHÈSE DE LA CARRIÈRE

- 1999 : Licencié en droit. Faculté de droit de Montpellier.
2000 : Maîtrise de droit public, option Droit administratif.
Major de promotion.
2001 : DEA Droit public général.
Major de promotion.
Sujet de mémoire : *Le droit à participation dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, sous la direction de Dominique Rousseau. Prix Hébrad du meilleur mémoire de la faculté de droit de Montpellier (publié).
2006 : Grade de docteur en droit.
Titre de la thèse : *La liberté contractuelle dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*.
Date et lieu de soutenance : 4 décembre 2006, Université Montpellier I.
Avec un jury composé de : M. Bertrand Mathieu (rapporteur), M. Christophe Guettier (rapporteur), M. Olivier Dutheillet De Lamothe, M. Alexandre Viala et M. Dominique Rousseau (directeur).
Mention : « Très honorable avec félicitations du jury ».
Prix de thèse de l'Académie française – Fondation Viard.
Prix de thèse Dalloz.
2007 : Concours de recrutement à la maîtrise de conférences.
Maître de conférences à l'Université Montpellier I.
2008 : Concours national d'agrégation de droit public. Rang : 4e.
Professeur de droit public à l'Université Lyon III – Jean Moulin.

2010 : Professeur de droit public à l'Université Montpellier I.

2/ PUBLICATIONS

2.1/ Ouvrages individuels et collectifs

— Ouvrages :

. *Contentieux constitutionnel*, avec D. Rousseau et J. Bonnet, Lextenso – Gualino, coll. Carré rouge, 2018, 165 p.

. *Les grandes décisions du Conseil constitutionnel*, avec D. Rousseau et J. Bonnet, Lextenso – Gualino, coll. Carré rouge, 2017, 187 p.

. *Droit du contentieux constitutionnel*, avec D. Rousseau et J. Bonnet, Précis Domat, LGDJ, 2016, 11^e éd. entièrement refondue, 866 p.

. *La question prioritaire de constitutionnalité*, avec J. Bonnet, « Que sais-je ? », PUF, 2014, 128 p.

. *Les grandes décisions QPC*, avec D. Rousseau, B. Mathieu et A.-L. Cassard-Valembois, LGDJ, 2013, 365 p.

. *La liberté contractuelle dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel*, « Nouvelle bibliothèque des thèses », Dalloz, 2008.

— Chapitres d'ouvrage :

. « La consécration de la liberté contractuelle dans le Code civil : une révolution ? », in *L'influence de la réforme du droit des obligations sur les contrats administratif*, dir. J. Martin, LexisNexis, 2019.

. « Troisième période. Délibérations 1974-1980 », avec J. Bonnet et D. Rousseau, in *Les grandes délibérations du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2009, 2^e éd. 2014, p. 227.

. « Argumenter la question prioritaire de constitutionnalité », in *La QPC, Guide pratique*, dir. D. Rousseau, Lextenso, 2010, 2^e éd. 2012, p. 124

— Direction d'ouvrage :

. *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?* avec A. Ponseille et E. Sales, éd. Actes de colloque, Université de Montpellier, 2019

. *La QPC, une révolution inachevée ?* avec J. Bonnet, éditions Varennes, LGDJ, 2016.

— **Préface :**

. *Le renvoi préalable, Essai sur l'unification préjudicielle de l'interprétation*, Gatién Casu, Bibliothèque de droit privé, LGDJ, 2016.

2.2/ Fascicule, répertoire.

. « Liberté contractuelle », *JurisClasseur Civil Code*, Fasc. 20, 2^e éd. 2020.

. « Commerce et industrie », avec G. Clamour, *Encyclopédie juridique Dalloz, Répertoire de droit commercial*, 2019.

2.3/ Articles.

— **Articles de revues :**

. « Un Code de la commande publique sans liberté contractuelle ? », avec M. Ubaud-Bergeron, *Contrats et marchés publics*, n° 12, 2019, p. 1.

. « Constitution et contrats – Introduction », avec G. Clamour, L.-F. Pignarre, M. Ubaud-Bergeron, *Revue des contrats*, n° 4, décembre 2018, p. 642

. « Le juge constitutionnel face au temps des contrats », *Revue des contrats*, n° 4, décembre 2018, p. 668

. « Le contrôle du Conseil constitutionnel en matière sociale est-il trop "relâché" » ?, *Droit social*, septembre 2018, p. 732.

. « L'ouverture du contentieux constitutionnel à de nouvelles matières », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 58, janvier 2018, p. 43.

. « Constitution et science économique. Enjeux et difficultés épistémologiques », avec A. Viala et A. Marciano, *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2017.

. « Regards publicistes sur la réforme du droit des contrats », avec M. Ubaud-Bergeron, *Bulletin de Jurisprudence de Contrats Publics*, n° 108, 2016, p. 317.

. « L'émergence d'un droit transitoire constitutionnel », *Revue du droit public*, 2016, n° 1.

. « Le droit constitutionnel, entre droit du politique et droit de la société », (entretiens) avec P. Avril et J. Benetti, *Revue du droit public*, 2014, p. 1456.

. « Les aléas du droit de grève dans la Constitution », *Droit social*, avril 2014, p. 349.

- . « L'élection présidentielle et la politique jurisprudentielle du Conseil constitutionnel : quelles influences ? », avec D. Rousseau, A. Levade, D. Schnapper, G. Tusseau, *Les petites affiches*, 5 décembre 2012, n° 243, p. 39.
- . « Le Conseil constitutionnel et le contrat », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, avril 2011, p. 51.
- . « Repenser la priorité de la QPC », *Revue du droit public*, 2010, p. 1709.
- . « L'amélioration de la fabrication des lois », *Actualité juridique Droit administratif*, 2008, p. 1872.
- . « Les apports de la théorie réaliste de l'interprétation à la notion de contrat », *Recueil Dalloz*, 2005, p. 1517.

— **Articles d'ouvrages :**

- . « Pour la suppression des commentaires », in *Mélanges en l'honneur de Dominique Rousseau*, Lextenso, à paraître 2020.
- . « Le juge judiciaire et la question prioritaire de constitutionnalité », in *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, dir. J. Arlettaz, à paraître 2020.
- . « La jurisprudence du Conseil constitutionnel relative à la rétroactivité de la loi punitive », in *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, dir. P.-Y. Gahdoun, A. Ponseille et É. Sales, 2019.
- . « La défense du numérique par *l'amicus curiae*, un moyen efficace au service du contrôle de constitutionnalité de la loi ? », in *Le numérique au service du renouvellement de la vie politique ?*, dir. É. Sales, Institut Universitaire Varenne – LGDJ, 2018, p. 95.
- . « La neutralité économique de la Constitution française existe-t-elle vraiment ? », in *La Gouvernance économique*, dir. J.B. Auby et P. Idoux, Bruylant, 2017.
- . « La dépolitisation de la démocratie par les droits de l'homme : mythe ou réalité ? », in *La démocratie : mais qu'en disent les juristes ?* dir. A. Viala, LGDJ, 2014, p. 83.
- . « L'invention des primaires », in *L'élection présidentielle* (ouvrage collectif), Dalloz, 2013.
- . « La justice sociale saisie par le Conseil constitutionnel », in *La justice sociale saisie par les juges en Europe*, dir. L. Burgogue-Larsen, Pedone, 2013.
- . « Une seconde jeunesse pour la notion d'économie des contrats », in *Mélanges en l'honneur du Pr Michel Guibal*, 2006, p. 249.
- . « Corrigé d'exercice de dissertation », in *Annales Droit constitutionnel*, dir. M.

Verpeaux, Dalloz, 2007, p. 217.

— **Commentaires de jurisprudence :**

. « Le droit de résiliation annuel des contrats assurance-emprunteur à l'épreuve du Conseil constitutionnel. Conseil constitutionnel, n° 2017-685 QPC du 12 janvier 2018, Fédération bancaire française », *AJ Contrat*, février 2018, p. 80.

. « Quand la QPC permet à la Cour de cassation de ressusciter les morts », note sous l'arrêt de la Chambre sociale de la Cour de cassation du 15 mars 2016, *Recueil Dalloz*, 2016, p. 864.

. « La limitation de la liberté contractuelle par la notion de "cadre légal" », Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel n° 2014-441/442/443 QPC du 23 janvier 2015, *Recueil Dalloz*, 2015, p. 779.

. « Le droit de grève, EDF et la jurisprudence Dehaene : un ménage à trois difficile », *Droit social*, juillet-août 2013, p. 608.

. « Premier renvoi préjudiciel du Conseil constitutionnel à la Cour de justice de l'Union européenne : une innovation aux implications incertaines », avec L. Coutron, *Revue du droit public*, 2013, p. 1207.

. « La révolte des départements devant le Conseil constitutionnel », note sous Conseil constitutionnel, 30 juin 2011, décisions numéros 2011-142/145 QPC, 2011-143 QPC et 2011-144 QPC, *Gazette du palais*, 2011, p. 219.

. « Question prioritaire de constitutionnalité ; Note sous Conseil constitutionnel, 4 février 2011, décision numéro 2010-96 QPC », *Gazette du palais*, 2011, p. 18.

. « Question prioritaire de constitutionnalité ; Note sous Conseil constitutionnel, numéro 2010-62 QPC, 17 décembre 2010 », *Gazette du palais*, 27/02/2011, p. 19.

. « La liberté contractuelle des personnes publiques et la Constitution. Un aspect méconnu de la décision "GDF" du Conseil constitutionnel », *Revue du droit public*, 2007, p. 845.

— **Chroniques :**

• ***Aux Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel, puis Titre VII :***

. « Chronique de droit public », *Titre VII*, octobre 2019, n° 3, site internet du Conseil constitutionnel.

. « Chronique de droit public », *Titre VII*, avril 2019, n° 2, site internet du Conseil constitutionnel.

. « Chronique de droit public », *Titre VII*, sept. 2018, n° 1, site internet du Conseil constitutionnel.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2018, n° 59, p. 129.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2018, n° 58, p. 117.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2017, n° 57, p. 217.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2017, n° 55-56, p. 225.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2017, n° 54, p. 153.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2016, n° 53, p. 157.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2016, n° 52, p. 133.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2016, n° 51, p. 149.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2015, n° 50, p. 141.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2015, n° 49, p. 195.

. « Chronique de droit public », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel*, Dalloz, 2015, n° 48, p. 209.

- ***À la Revue du droit public :***

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2018 », avec D. Rousseau et J. Bonnet, *Revue du droit public*, 2019, p. 249.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2017 », avec D. Rousseau et J. Bonnet, *Revue du droit public*, 2018, p. 284.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2016 », avec D. Rousseau et J. Bonnet, *Revue du droit public*, 2017, p. 175.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2015 », avec D. Rousseau et J. Bonnet, *Revue du droit public*, 2016, p. 305.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2014 », avec D. Rousseau et J. Bonnet, *Revue du droit public*, 2015, p. 228.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2013 », avec D. Rousseau et J. Bonnet, *Revue du droit public*, 2014, p. 207.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2012 », avec D. Rousseau et J. Bonnet, *Revue du droit public*, 2013, p. 197.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2011 », avec D. Rousseau, *Revue du droit public*, 2012, p. 217.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2010 », avec D. Rousseau, *Revue du droit public*, 2011, p. 255.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2009 », avec D. Rousseau, *Revue du droit public*, 2010, p. 261.

. « Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2008 », avec D. Rousseau, *Revue du droit public*, 2009, p. 241.

- ***Au Droit Ouvrier :***

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel », *Droit Ouvrier*, décembre 2019, p. 795.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel I », *Droit Ouvrier*, novembre 2018, p. 720.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel II », *Droit Ouvrier*, décembre 2018, p. 767.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel I », *Droit Ouvrier*, octobre 2017, p. 625.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel II », *Droit Ouvrier*, novembre 2017, p. 689.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel I », *Droit Ouvrier*, octobre 2016, p. 657.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel II », *Droit Ouvrier*, décembre 2016, p. 746.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel I », *Droit Ouvrier*, septembre 2015, p. 549

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel II », *Droit Ouvrier*, novembre 2015, p. 667.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel I », *Droit Ouvrier*, septembre 2014, p. 615.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel II », *Droit Ouvrier*, octobre 2014, p. 681.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel I », *Droit Ouvrier*, septembre 2013, p. 613.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel II », *Droit Ouvrier*, octobre 2013, p. 684.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel I », *Droit Ouvrier*, septembre 2012, p. 623.

. « La jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel II », *Droit Ouvrier*, octobre 2012, p. 623.

- *À la Revue administrative :*

. Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2004, *Revue administrative*, p. 590 (en collaboration).

. Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2003, *Revue administrative*, p. 257 (en collaboration).

. Chronique de jurisprudence constitutionnelle 2002, *Revue administrative*, p. 146 (en collaboration).

4/ ORGANISATION COLLOQUES, CONFÉRENCES, JOURNÉES D'ÉTUDE (DEPUIS 2014)

- « Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs », avec J. Bonnet et J. Arlettaz, Montpellier, 30 novembre 2018

Intervenants : J. Bonnet, B. Schmaltz, E. Debaets, D. Rousseau, F. Daumarie, M. Haulbert, X. Bioy, A. Ponselle, P. Esplugas-Labatut, J. Arlettaz, J. Schmitz, P.-Y. Gahdoun, S. Mouton

- « Rencontres Conseil constitutionnel – Faculté de droit et science politique de Montpellier », avec J. Bonnet, Montpellier, 1er juin 2018.

Intervenants : Mustapha Afroukh, Paul-Henri Antonmattei, Philippe, Julien Bonnet, Guylain Clamour, Laurent Coutron, Pierre-Yves Gahdoun, Samuel Gillis, Pascale Idoux, Olivier Le Bot, Jean Maïa (Secrétaire général du Conseil constitutionnel), Daniel Mainguy, Christophe Maubernard, Xavier Magnon, Sébastien Miller (Membre du service juridique du Conseil constitutionnel), Anne

Ponseille, Laure Ragimbeau, Virginie Restino (Chef du service juridique du Conseil constitutionnel), Catherine Ribot, Jérôme Roux, Gérald Sutter, Éric Sales, Claire Vial, Alexandre Viala.

- « Constitution et contrat(s) », avec G. Clamour, L.-F. Pignarre, M. Ubaud-Bergeron, Montpellier, 6 avril 2018,

Intervenants : Claire Bazy-Malaurie, Frédéric Lombard, Pascal Ancel, Hélène Hoepffner, Julien Martin, Daniel Mainguy, Louis-Frédéric Pignarre, Thierry Revet, Pierre-Yves Gahdoun, Guylain Clamour, Philippe Terneyre, Pauline Gervier, Pascale Idoux, Mustapha Mekki, Thomas Pez, Marion Ubaud-Bergeron.

- « Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ? », avec Anne Ponseille (MCF HDR) et Éric Sales (MCF HDR), Montpellier, 19 janvier 2018

Intervenants : Évelyne Bonis-Garçon, Jean-Baptiste Perrier, Ludivine Gregoire, Mustapha Afroukh, Marc Touillier, Julien Bonnet, Pierre-Yves Gahdoun, Marine Lembeye-Michineau,

- « Constitution et sciences économiques », avec le professeur Alexandre Viala et Alain Marciano (MCF HDR, Faculté de sciences économiques de Montpellier), Montpellier, 13 novembre 2015.

Intervenants : Emmanuelle de Champs, Régis Lanneau, Jean-Michel Josselin, Frédéric Marty, Fabio Padovano, Elizabeth Krécké, Sophie Harnay, Francesco Martucci, Marion Ubaud-Bergeron, Marie-Laure Dussart, Pascale Idoux, et Jean-Jacques Sueur.

- « 5 ans de QPC : une révolution inachevée ? », avec le professeur Julien Bonnet, Montpellier, 6 mars 2015.

Intervenants : Guillaume Drago, Agnès Roblot-Troizier, Michel Troper, Didier Ribes, Anne Levade, Jean-Marie Denquin, Dominique Rousseau, Paul-Henri Antonmatéi, Louis Boré, Emmanuel Dreyer, et Raymond Espel.

5/ CONFÉRENCES, CONGRÈS ET COLLOQUES À COMMUNICATION (DEPUIS 2014)

« La recevabilité des QPC électorales », in Représentation et gouvernement, quels modèles électoraux ? », sous la direction de P. Esplugas-Labatut et S. Mouton, 5 décembre 2019, Toulouse.

- « Commentaire de la décision du 14 février 2019, *Cooperativa Animazione Valdocco Soc. coop. soc. Impresa Sociale Onlus* », avec M. Ubaud-Bergeron, in Rencontre CJUE – Faculté de droit et science politique de Montpellier, dir. L. Coutron et M. Ubaud-Bergeron, Montpellier, 21 septembre 2019.

- « La liberté du commerce et de l'industrie en France et en Europe », Séminaire avec Francesco Martucci, Pascale Idoux, Laurent Coutron, Jordane Arlettaz, 27 juin 2019, Montpellier.
- « Le juge judiciaire et la question prioritaire de constitutionnalité », in *Le juge judiciaire et la séparation des pouvoirs*, sous la direction de J. Arlettaz, J. Bonnet, et P.-Y. Gahdoun, Montpellier, 30 novembre 2018.
- « Commentaire de la décision n° 2017-685 QPC du 12 janvier 2018, Fédération bancaire française », avec D. Mainguy, in *Rencontres Conseil constitutionnel – Faculté de droit et science politique de Montpellier*, dir. J. Bonnet et P.-Y. Gahdoun, Montpellier, 1er juin 2018.
- « Le juge constitutionnel face au temps des contrats », in *Constitution et contrat(s)*, sous la direction G. Clamour, P.-Y. Gahdoun, L.-F. Pignarre, M. Ubaud-Bergeron, Montpellier, 6 avril 2018
- « Le principe de non-rétroactivité en matière répressive », in *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?* sous la direction de P.-Y. Gahdoun, A. Ponseille et É. Sales (MCF HDR), Montpellier, 19 janvier 2018.
- « Commentaire de l'arrêt CE 16 janvier 2015, Société Métropole Télévision », in *Rencontres Conseil d'État – Faculté de droit et science politique de Montpellier*, dir. M. Ubaud-Bergeron, Montpellier, juin 2017
- « La défense du numérique par l'amicus curiae, un moyen efficace au service du contrôle de constitutionnalité de la loi ? », in *Le droit constitutionnel à l'épreuve du numérique*, sous la direction de É. Sales, Montpellier, 4 novembre 2016.
- Présidence de séance « Les Constitutions sous la pression économique », in *Le pouvoir constituant au XXI^e siècle*, sous la direction de Francisco Balaguer Callejón, Stéphane Pinon et Alexandre Viala, Montpellier, 13 mai 2016
- Participation à la table ronde « La constitution économique, un nouvel objet du droit constitutionnel ? », in *Sciences économiques et Constitution*, sous la direction de P.-Y. Gahdoun, A. Marciano, et A. Viala, Montpellier, novembre 2015.
- « Neutralité économique et Constitution », in *Crise économique en Europe et Constitution*, sous la direction de Francisco Balaguer Callejón, Grenade, octobre 2015.
- Présidence de séance, in *L'objectivation du contentieux des droits et libertés fondamentaux : du juge des droits au juge du Droit ?* sous la direction de J. Bonnet et J. Arlettaz, Montpellier, décembre 2014.

- « Le droit transitoire jurisprudentiel », in *Le temps et la norme*, sous la direction d'E. Bonis-Garçon, Bordeaux, 5 juin 2015.

- « QPC et droit social », avec P.-H. Antonmattéi, Conférence de l'École doctorale de la faculté de droit de Montpellier, 22 avril 2014.